

Economie

Dossier réalisé par Vincent Slits

45,93%

des bourses octroyées en Asie

Où vont les candidats qui ont obtenu une bourse depuis la création du Fonds Prince Albert ? Sans grande surprise, c'est l'Asie (45,93 % des projets) et les Amériques (42,58 %) qui ont la cote. Notons que l'Afrique n'a représenté qu'un peu moins de 4 % des projets.

Entrepreneuriat

- Le Fonds Prince Albert entrevoit l'avenir avec une bonne dose de confiance.
- Objectif : accorder davantage de bourses chaque année pour permettre à des jeunes de travailler à l'étranger.
- Notamment en misant sur les start-up.

Le Fonds Prince Albert ambitionne de doubler de taille

Ce jeudi, en présence de la princesse Astrid, 26 jeunes lauréats du Fonds Prince Albert (FPA) recevront officiellement leur diplôme. Créé en 1984, le Fonds Prince Albert, né d'un partenariat entre la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) et de la Fondation Roi Baudouin, s'adresse à des jeu-

nes à haut potentiel désireux d'entreprendre, pendant un an, une mission à l'étranger au service d'une entreprise belge, petite ou grande. Public cible : les jeunes dé-

tenteurs d'un Master, qui ont le goût du voyage et de l'entrepreneuriat, et qui disposent déjà de deux ou trois ans d'expérience professionnelle.

La bourse, d'une valeur de 25 000 euros, permet de couvrir l'équivalent d'un salaire; l'entreprise, elle, prend à sa charge le logement, les frais de transport et les frais inhérents à la mission.

Les petites structures ont la cote

Depuis la création du Fonds, 438 jeunes ont déjà reçu une bourse. Souvent, c'est le coup d'envoi d'une carrière internationale. "Il y

a 30 ans, les jeunes privilégiaient plutôt les grandes entreprises. Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. Seulement 5 des 16 jeunes actuellement à l'étranger travaillent sur des projets de grosses sociétés. Ces dernières années – ce virage remonte à cinq ans –, nous assistons à la montée en puissance de l'économie di-



gitale qui s'appuie sur l'écosystème des start-up. Il y a un côté entrepreneurial dans ces petites sociétés que les jeunes trouvent sexy. Ces derniers sont, par ailleurs, parfois réticents à une hiérarchie trop lourde et ne veulent pas être un petit pion dans une trop grande structure", nous explique Anne-Catherine Chevalier, managing director du FPA.

Si le monde du digital a donc la cote, c'est également le cas d'un autre secteur, celui de l'alimentation. "Les jeunes sont attirés par les projets dans ce secteur, notamment dans le domaine de l'alimentation durable, et sur des enjeux qui touchent aux questions environnementales. La notion de responsabilité sociale des entreprises (CSR) est devenue très importante pour eux", ajoute-t-elle.

Davantage de francophones qu'avant

Pour cette édition 2017, ce sont actuellement 20 jeunes francophones et néerlandophones qui exercent leurs talents aux quatre coins de la planète (du Pérou aux Etats-Unis, en passant par le Japon, la Colombie ou le Brésil). Un chiffre en progression par rapport aux années précédentes – ils étaient 11 en 2014, 12 en 2015 et 16 en 2016 – et qui marque aussi, pour les deux dernières années en tout cas, un meilleur équilibre entre néerlandophones (70 % en 2017 et 62 % en 2016) et francophones. Car, lors de l'édition 2015, sur les 12 candidats sélectionnés

par les jurys du Fonds, on ne trouvait pas trace... d'un seul francophone. Au point que, dans "La Libre", Vincent Reuter, administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises (UWE), avait déclaré en janvier 2016 : "Pour les Wallons, franchir le carrefour Léonard reste un défi majeur." Une phrase qui avait eu son petit effet... La situation depuis lors est donc revenue quelque peu à la normale. Mais de l'avis de Chris Burggraeve, président du Fonds, "les universités francophones pourraient en faire davantage pour faire connaître le Fonds, envoyer leurs meilleurs éléments à l'étranger et stimuler l'entrepreneuriat belge à l'international".

Objectif : 100 jeunes par an à l'étranger

L'avenir, le Fonds Prince Albert l'envisage avec confiance et une bonne dose d'ambition. "A terme, nous entendons doubler l'impact du Fonds. De 1984 à 2014, nous avons octroyé des bourses à environ 400 jeunes. Nous voulons atteindre ce chiffre désormais en quinze ans. Le nombre de bourses octroyées – 20 cette année – va passer à 25 par an dans les deux ans qui viennent, puis à 30 par an à l'horizon 2020. Nous voulons nous appuyer sur les Omega Pharma, Solvay ou Mithra de demain", ajoute-t-il. Un potentiel de croissance que le Fonds entend notamment trouver auprès de l'écosystème des start-up et des entreprises en forte croissance. Une formule va ainsi être mise à l'étude : celle d'octroyer des bourses, pour des missions de plus courte durée, pour des jeunes désirant travailler dans des start-up dans les pays limitrophes. De quoi rêver de passer, d'ici quelques années, le cap des 100 jeunes envoyés à l'étranger chaque année.

"Nous voulons nous appuyer sur les Omega Pharma, Solvay ou Mithra de demain."



Chris Burggraeve
Président du Fonds Prince Albert.

MAETERLINCK/BELGA



Maxime Pecsteen (au centre de la photo) entend innover dans un secteur brassicole parfois un peu figé par les traditions.

Un ambassadeur de la bière belge à Tokyo

Maxime Pecsteen est déjà ce que l'on peut appeler un globe-trotter. Après ses études secondaires, il met le cap sur la Chine – il en a profité pour apprendre le mandarin – où il travaille pour le compte du groupe brassicole Duvel Moortgat. Après ses études universitaires, il roulera sa bosse à Paris dans une banque d'investissement, puis fera de l'humanitaire en Jordanie dans un camp de réfugiés syriens. Avant de revenir sur Bruxelles où il travaillera pour la société de conseils Deloitte. Pas pour longtemps.

Déclinaison japonaise

Car c'est désormais à Tokyo, et depuis novembre 2016, qu'on le retrouve. Depuis quelques mois, et à la faveur d'une bourse obtenue auprès du Fonds Prince Albert, il donne vie à une déclinaison japonaise de la société Brussels Beer Project. Une aspiration qui n'est pas née du hasard. Car cet habitant de Molenbeek a suivi les premiers pas de cette micro-brasserie urbaine, située avenue Dansaert et née d'une campagne de "crowdfunding". Une start-up qui crée chaque année plus d'une vingtaine de recettes originales de bières et joue à fond la carte de l'innovation, du rayonnement local et des communautés. "J'ai approché l'équipe de Brussels Beer Project, qui réfléchissait à l'idée d'aller s'implanter à l'étranger, et le contact est bien passé. J'apprécie la jeunesse de cette société, son côté dynamique et

innovant", explique-t-il. Et d'ajouter : "À côté des grands groupes qui dominent 90 % du marché, les japonais sont très demandeurs de ces micro-brasseries. Le marché de la 'craft beer' est en train d'y exploser".

Un "Lab" pour innover

Maxime Pecsteen démarque donc de nouveaux clients, des bars pour augmenter les ventes des bières produites à Molenbeek. Mais rêve aussi à terme

de dénicher des entrepreneurs locaux susceptibles de construire, au pays du Soleil Levant, une micro-brasserie locale. "Mais le Japon est une société qui a une certaine appréhension du risque. C'est l'un des pays occidentaux où l'entrepreneuriat est le plus bas", regrette-t-il. En attendant, le jeune homme ne se croise pas les bras. Un "laproom" – bar où sont vendues des marques de bière – sera bientôt ouvert : des événements et des dégustations y ont lieu dans l'objectif de consolider la communauté. Un "Lab" a également été créé. Objectif : innover dans ce secteur parfois très traditionnel. Avec un professeur de l'université d'Oxford, notre globe-trotter cherche à associer le son et le goût – certaines fréquences changent l'amertume de la bière – pour de nouvelles expériences sensorielles, notamment au travers de la réalité virtuelle.

En octobre 2017, sa mission se terminera. Mais où sera-t-il alors ?

"J'ai approché l'équipe de Brussels Beer Project. Le contact est bien passé. J'apprécie la jeunesse de cette société, son côté dynamique et innovant."

Maxime Pecsteen



Pauline Van der Eecken (à gauche sur la photo) au cœur d'une plantation de stevia dans le nord du Pérou.

Au Pérou dans un projet à vocation durable

Depuis le mois de septembre 2016, Pauline Van der Eecken vit au Pérou dans le cadre d'une bourse octroyée par le Fonds Prince Albert. Plus précisément dans la capitale Lima, où elle travaille pour le compte de la société Stevia One International, qui fait partie du groupe belge Durabilis et dont la famille Saverys est actionnaire.

Objectif : mettre en place une plateforme commerciale en vue d'attacher, avec la stevia, le marché sud-américain d'abord, puis américain et européen ensuite.

Alternative au sucre

Un projet qui reposait au départ sur une envie : celle de vivre une nouvelle expérience de terrain à l'étranger, avec une dimension durable, après plus de deux années passées en Belgique au sein de l'entreprise pharmaceutique Cipla Limited. Auparavant, la jeune femme avait déjà travaillé pour une ONG, à Cape Town (Afrique du Sud), chargée de donner des conseils juridiques aux femmes africaines.

"Nous allons lancer, au troisième trimestre de cette année, la production de notre usine d'extraction et de purification de la stevia, qui s'appuie sur des processus naturels sans recours à de l'alcool ou à des produits chimiques. C'est un produit sain qui se présente

comme une alternative au sucre et comme une solution aux problématiques de diabète et d'obésité", nous explique-t-elle.

Les plantations, situées dans le nord du Pérou, comptent pour le moment 200 hectares, une superficie qui pourrait être multipliée par cinq à terme.

"Évaluer le potentiel de marché"

"Évaluer le potentiel de marché fait partie de mon travail. Mais aussi de tenter de répondre aux demandes de grands clients, comme Nestlé ou Coca-Cola, pour savoir à quelles conditions ils sont disposés à mettre de la stevia dans leurs yaourts ou leurs boissons. Il faut savoir que la stevia laisse un petit goût amer et nous devons trouver des solutions pour le masquer", ajoute encore notre interlocutrice.

"Il faut être créatif, trouver des solutions, se montrer polyvalent, s'adapter à une nouvelle culture très différente de celles en vigueur en Europe."

Pauline Van der Eecken

Autant de changements qui n'effraient pas cette jeune femme sportive, passionnée d'escalade, de natation et de semi-marathon.

